CONVENTION DE PARTENARIAT CUB-VELOCITE

Entre

La Communauté urbaine de Bordeaux, représentée par son président, Monsieur Vincent FELTESSE, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération n° 2011/0 du Conseil de Communauté du 23 septembre 2011, domiciliée à Bordeaux, Esplanade Charles de Gaulle, 33076 Bordeaux cedex,

D'une part

Et

Vélo Cité, Association régie par la loi du 1er juillet 1901, représentée par son Président, Monsieur Jean-François PERRIN, habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de l'Association en date du 27 janvier 2011, domiciliée 16 rue Ausone, 33000 Bordeaux,

D'autre part

Préambule :

L'association Vélo Cité a été créée en 1980 et a pour objet la promotion et la défense du vélo dans la Communauté urbaine de Bordeaux. Vélo Cité permet de rassembler et défendre les intérêts des cyclistes, mais également de développer l'usage de la bicyclette comme moyen de déplacement quotidien. L'association est l'un des interlocuteurs des décideurs locaux pour ce qui concerne la circulation, la sécurité et le confort des cyclistes.

Il est dit et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les obligations de chaque partie signataire et plus particulièrement, les modalités de participation de la Communauté urbaine au financement du programme d'action de Vélo Cité pour l'année 2011.

Le soutien de la Communauté urbaine de Bordeaux à l'Association, au titre de cette période concerne les thèmes suivants :

- Promotion de l'usage du vélo,
- Formation, éducation et accompagnement au changement modal,
- Fonctionnement de l'association.

La Communauté souhaite, par ailleurs, poursuivre avec Vélo Cité les échanges experts sur le développement du réseau cyclable de l'agglomération et de sa politique globale associée, et recueillir l'avis des usagers cyclistes sur le réseau actuel et les projets.

Le partenariat conclu avec l'association Vélo Cité englobe également une visibilité de la Communauté urbaine dans les conditions décrites à l'article 7 à l'occasion de l'ensemble des actions prévues dans le plan d'action objet de la présente convention.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Le montant de la subvention accordée par la Communauté Urbaine de Bordeaux à l'association Vélo Cité pour la mise en œuvre de son programme d'action a été fixé à 24 000 € TTC, sur un budget prévisionnel de 99 200 € pour l'exercice 2011, soit 24,2 %.

Cette subvention est non révisable à la hausse. Au contraire, si le montant du budget définitif s'avérait inférieur au budget prévisionnel, la subvention sera réduite au prorata des dépenses effectivement réalisées.

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES

L'Association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable des associations (règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable).

La présentation de ce budget devra permettre de comparer l'évolution des postes de dépenses et de recettes sur plusieurs années.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA PARTICIPATION

Toute contribution inutilisée ou utilisée non conformément à son objet devra être remboursée.

L'association s'interdit, en outre, de reverser tout ou partie de la subvention précitée à d'autres associations, sociétés, collectivités, ou autres organismes.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

La Communauté urbaine de Bordeaux s'acquittera de sa contribution de la façon suivante :

- un premier acompte de (70 %) soit la somme de 16 800 € à la signature de la convention,
- le solde (30 %) soit la somme de 7 200 € à la réception des documents suivants
 - les bilan, compte de résultat et annexes, détaillés et certifiés conformes par le Président de l'Association ou par un Commissaire aux Comptes pour les associations soumises à l'obligation de désigner un Commissaire aux comptes, le compte de résultat doit pouvoir être comparé au budget prévisionnel fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.
 - le rapport annuel d'activités détaillé de l'Association,
 - une note de commentaire expliquant le cas échéant les variations constatées sur les principaux postes de dépenses et de recettes entre le budget prévisionnel présenté par l'Association et son budget définitif certifié (voir l'annexe 1 « Comparatif budget prévisionnel/budget définitif »),
 - les copies des décisions des aides obtenues auprès des autres partenaires publics (délibérations...).

Ce solde sera versé à la date limite de production des pièces justificatives exigées ci-dessus, six mois suivant la fin de l'exercice considéré, soit le 30 juin de l'année suivante, au plus tard.

A défaut, le bénéficiaire sera réputé renoncer à percevoir le solde de la subvention.

ARTICLE 6 : CONTROLE ET EVALUATION DES RESULTATS

Le président de l'association ou son représentant s'engage :

- à venir présenter sur simple demande de la Communauté urbaine, devant les membres des Commissions compétentes, le bilan des actions réalisées au cours de l'année N-1 ainsi que le bilan financier de l'exercice,
- à faire connaître à la Communauté, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettre à la Communauté ses statuts actualisés.

ARTICLE 7 : CLAUSE DE PUBLICITE

L'Association s'engage à mentionner le soutien apporté par la Communauté sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique qui pourrait être organisée par ses soins.

Elle s'engage, par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction de partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de la Communauté ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que la Communauté apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION ET CONDITIONS DE RESILIATION

La présente convention, prendra effet à la date de la signature. Chacun des signataires peut y mettre fin unilatéralement par courrier recommandé avec accusé de réception au moins trois mois avant la date d'échéance de la période en cours.

Le non-respect des engagements détaillés ci-dessus ou le changement d'objet ou d'activités de l'association signataire pendant sa durée de validité, rendrait caduques les dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX

Les parties conviennent que tout litige pouvant naître de la présente convention sera déféré auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux.

FAIT EN TROIS EXEMPLAIRES A BORDEAUX, LE

**Pour la Communauté Urbaine de Bordeaux,
Le Président,**

**Pour l'association VELOCITE
Le Président**

Vincent FELTESSE

Jean-François PERRIN

ANNEXE 1 – Comparatif budget prévisionnel/budget définitif*

	Budget prévisionnel	Budget définitif	Ecart (en € et %)	Commentaires
DEPENSES :				
TOTAL DES DEPENSES				
RECETTES :				
TOTAL DES RECETTES				
SOLDE				

* Le comparatif budget prévisionnel/budget définitif doit être annexé à la convention.